

# DAUPHIN TELECOM



**MOBILE**



**INTERNET**



**FIXE**

**REPONSE DE DAUPHIN TELECOM  
A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP  
RELATIVE A L'ANALYSE DES MARCHES DE GROS  
DE LA TERMINAISON D'APPEL SMS**

*Paris, 16 juillet 2010*

# DAUPHIN TELECOM



Nous remercions l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes de donner à Dauphin Télécom l'opportunité de s'exprimer sur la question du niveau tarifaire des terminaisons d'appel (« TA ») sur les réseaux mobiles en outre-mer et plus précisément, en l'espèce, sur les niveaux appropriés des TA afférentes aux SMS.

Pour mémoire, l'Autorité a mené, aux mois de novembre et décembre 2009, une consultation relative à l'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel SMS.

A l'issue de cette consultation, elle a publié en avril dernier le projet d'analyse de ces marchés tel qu'il a été transmis pour avis à l'Autorité de la concurrence, conformément aux dispositions D 301 et D. 302 du Code des postes et communications électroniques.

L'ARCEP a, ensuite, notifié à la Commission européenne un projet de décision de régulation de la TA SMS en métropole et en outre-mer qui fait l'objet, en parallèle, de la consultation publique à laquelle nous répondons ici.

Il s'agit de la dernière étape du processus d'analyse de marché dans laquelle l'ARCEP envisage d'imposer aux opérateurs de la zone Antilles-Guyane (Orange Caraïbe, Digicel, Outremer Telecom, UTS Caraïbe et Dauphin Telecom) des plafonds tarifaires de TA SMS symétriques sur les 3 ans à venir selon le mode dégressif suivant.

- 3c€ à compter du 1er octobre 2010
- 2c€ à compter du 1er janvier 2012
- 1c€ à compter du 1er janvier 2013

Ainsi, à relativement court terme, début 2013, les terminaisons d'appels afférentes aux SMS en métropole et en outre-mer ainsi que les prestations de terminaisons échangées entre les opérateurs métropolitains et ultramarins seraient donc régulés de manière identique.

A ce titre, un opérateur comme Dauphin Télécom se verrait imposer les obligations suivantes :

# DAUPHIN TELECOM



- l’obligation de faire droit à toute demande raisonnable d’accès d’un acteur éligible à l’interconnexion ;
- l’obligation de non-discrimination ;
- l’obligation de transparence, étant entendu que Dauphin Télécom ne sera pas tenu de publier une offre de référence mais qu’il sera en revanche obligé de publier sur son site Internet ses principaux tarifs relatifs à la terminaison d’appel SMS ;
- l’obligation de respecter les plafonds tarifaires précités.

Dans ce cadre, Dauphin Télécom souhaite indiquer à l’ARCEP qu’elle est tout à fait favorable, sur le principe, aux évolutions envisagées par l’Autorité. Dauphin télécom est en particulier favorable à l’alignement des tarifs des terminaisons d’appels sur le réseau mobile des opérateurs ultramarins sur celui applicable aux opérateurs mobiles en métropole afin de favoriser le développement d’offre d’abondances SMS, non seulement dans les DOM, mais également au départ et vers la Métropole ce qui favorisera une véritable continuité territoriale sur cette prestation de gros.

Cet alignement est possible dans la mesure où comme l’indiquait l’Autorité dans son analyse et, **au contraire de l’interconnexion voix**, Dauphin Télécom ne subit pas de déséquilibre significatif entre les trafics d’interconnexion SMS entrants et sortants, ce qui devrait être le cas de l’ensemble des opérateurs ultramarins.

Toutefois, sur la question particulière et centrale du niveau tarifaire de la TA, Dauphin Télécom souhaite attirer l’attention de l’Autorité sur le fait qu’il ne pourra pas baisser le tarif de sa terminaison d’appel SMS **en deçà de 0.002 US\$ /SMS (environ 1,5 cts d’euros) sauf à pratiquer un prix inférieur à ses coûts.**

En effet, comme nous avons eu l’occasion de l’expliquer à l’Autorité, Dauphin Télécom est dans une situation spécifique, non seulement par rapport aux opérateurs métropolitains mais également par rapport aux autres opérateurs ultramarins :

- Dauphin Télécom n’exerce son activité que sur Saint Martin et Saint Barthélemy soit un micro marché de 50 000 habitants selon le dernier recensement de l’INSEE ;

# DAUPHIN TELECOM



- Malgré sa taille, ce marché est très concurrentiel (**6 opérateurs sur 200 km<sup>2</sup>**) et Dauphin Télécom doit y affronter les 3 opérateurs déclarés auprès de l'ARCEP (Orange Caraïbe, Digicel, UTS) mais également les opérateurs étrangers qui se trouvent sur la partie néerlandaise des îles : les opérateurs frontaliers: Lime et Telcell
- Il subit des coûts de connectivité internationaux très élevés:

Plus particulièrement, Dauphin Télécom a des coûts supplémentaires de transit SCCP (0.001 US\$/MSU et il faut 2MSU pour 1SMS) liés au fait qu'il n'a pas d'interconnexion directe avec Orange Caraïbe, Digicel et Outremer, ce qui l'oblige à passer par un opérateur tiers pour le transit des SMS, en l'espèce BICS (ex Belgacom).

En effet, si Dauphin Télécom a demandé officiellement à Orange Caraïbes de lui accorder une prestation d'interconnexion directe sous protocole SIP, en lieu et place de l'interconnexion indirecte qui lui est fournie aujourd'hui via le réseau fixe de France Télécom, cette demande reste aujourd'hui sans réponse satisfaisante (**cf. pièce jointe n°1**).

Dans ces conditions, nous souhaitons que le handicap que constitue l'actuel mode d'interconnexion indirecte de Dauphin Télécom soit pris en compte par l'Autorité et qu'elle ne contraigne pas Dauphin Télécom à baisser son tarif de TA SMS à moins de 1,5 cts d'euros.

Bien entendu, nous nous tenons à la disposition de l'Autorité pour lui fournir toute information complémentaire qu'elle jugerait utile pour l'établissement de sa prochaine consultation.

**PJ :** *Courier demandant une interconnexion directe SIP à Oranges Caraïbes, daté du 1<sup>er</sup> Juillet 2010*